

Lancement de la nouvelle plateforme post-bac sur fond d'inquiétudes

Paris, 15 janv. 2018 (AFP) -

La nouvelle plateforme d'inscription pour les études post-bac, Parcoursup, a été lancée lundi par le gouvernement sans totalement apaiser les craintes d'une "sélection déguisée" à l'université qui pourrait, de nouveau, laisser de nombreux jeunes sur le carreau.

"Notre objectif n'est pas de dissuader de s'inscrire dans l'enseignement supérieur, mais de faire en sorte que chaque lycéen qui s'inscrit réussisse", a expliqué le Premier ministre Edouard Philippe, accompagné du ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer et de la ministre de l'Enseignement supérieur Frédérique Vidal, pour le lancement de la plateforme au lycée Buffon à Paris.

Les futurs bacheliers peuvent se familiariser avec le nouvel outil mais ils ne pourront s'inscrire et commencer à rentrer leurs vœux qu'à partir du 22 janvier et jusqu'au 13 mars.

Parmi les principales nouveautés par rapport à l'ancien système, le très critiqué APB: un maximum de 10 vœux (contre 24 l'an dernier), et pas de classement. Les réponses des établissements tomberont au fil de l'eau, à partir du 22 mai.

Mais surtout, le candidat va devoir répondre aux "attendus" des universités --compétences et connaissances requises pour suivre une filière donnée.

Les établissements d'enseignement supérieur auront accès aux notes du lycéen en première et terminale, aux appréciations des professeurs et à l'avis du conseil de classe sur son projet d'orientation, des éléments rassemblés dans un document baptisé Fiche avenir. Le lycéen pourra aussi écrire quelques lignes expliquant les raisons de son choix, dans un espace dédié sur la plateforme.

S'il ne remplit pas les attendus, le candidat devra suivre un parcours d'accompagnement défini par la fac, sous peine d'être refusé.

Ce dispositif, compris dans la loi sur les nouvelles règles d'accès à l'université, vise à réduire le taux d'échec en première année de fac (quelque 60%) et éliminer le tirage au sort mis en place par le système APB lorsqu'une filière libre d'accès comptait plus de candidats que de places.

"Personne ne doit être laissé sur le bord du chemin et la tâche est immense, car les résultats ne sont pas bons", a déclaré Edouard Philippe. "Les recteurs auront l'obligation de veiller à ce que chacun ait une affectation", a-t-il insisté.

- Appels à la mobilisation -

La France insoumise a, elle, présenté lundi une campagne dans les lycées et les universités contre Parcoursup. "Depuis quelques jours, commencent à être diffusés un certain nombre d'appels à la mobilisation dans la communauté universitaire", a expliqué Manuel Bompard, directeur des campagnes. Il a assuré que LFI poursuivrait cette mobilisation jusqu'à obtention du "retrait de la loi".

"Les prérequis, c'est de la sélection (...) à l'entrée", a pour sa part estimé l'ex-ministre de l'Éducation Benoît Hamon. Ce nouveau fonctionnement "décourage" et "ferme les portes de l'université" aux étudiants issus des filières professionnelles et technologiques, juge-t-il encore.

Un avis partagé par Hervé Christofol, secrétaire général du syndicat Snesup-FSU. Avec la suppression du classement des vœux, "huit millions de vœux vont être étudiés d'un coup, pour 640.000 places: on met en tension toutes les formations, donc on généralise la sélection".

Selon le syndicaliste, cette "énorme bureaucratie" n'est pas seulement une "conséquence technique, mais une volonté politique". D'autant, souligne-t-il, que le vrai problème est le nombre de places.

Les universités proposeront 22.000 places supplémentaires (toutes filières confondues) à la rentrée 2018, qui s'ajouteront aux 130.000 places non pourvues l'an dernier en fin de procédure APB, faute d'adéquation entre les vœux des candidats et l'offre dans l'enseignement supérieur.

Dans l'entourage du ministère, on précise prévoir 3.000 créations de places en BTS, le reste majoritairement dans



PAYS :France
SURFACE :104 %
PERIODICITE :Quotidien



► 15 janvier 2018 - Edition Fil Gen

les filières en tension, où la demande excède l'offre, comme en Staps (métiers du sport).

Cette filière très demandée devrait à nouveau refuser des candidats cette année, malgré l'ouverture de plusieurs antennes à la rentrée, prévient Mme Vidal. Mais le choix se fera cette fois en fonction des profils des candidats, et non par tirage au sort.

"Les 22.000 places, personne ne les a vues encore, et elles sont sous-financées", estime Hervé Christofol, dénonçant le nombre de moyens alloués.

Par rapport à 2017, le ministère estime à environ 28.000 le nombre de néo-bacheliers supplémentaires désirant entamer des études.

ito-fmp-mig/blr/ct

Afp le 15 janv. 18 à 18 38.